

## **Modes innovants de mise à disposition d'aides techniques : Évaluation, modélisation et repères juridiques**

Rapport d'évaluation

Ecoreso Autonomie

*N. B.* : Sauf mention contraire, l'évaluation porte sur les trois structures pilotes d'Ecoreso Autonomie à savoir les structures de la Manche, du Calvados et du Val-de-Marne.

Ce document présente les résultats d'une évaluation d'Ecoreso Autonomie réalisée, du premier contact à la relecture du rapport par le porteur, entre mai 2019 et février 2020. Les données citées se rapportent donc au déploiement et au fonctionnement du dispositif à cette période, mais pas aux évolutions depuis cette date. À la date de la publication, l'activité d'Ecoreso Autonomie a été arrêtée dans plusieurs départements d'Île-de-France.

## 1. Introduction

### 1.1. Présentation du porteur

Le dispositif est porté en 2019 par l'association Ecoreso Autonomie qui préfigure la société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) Ecoreso Autonomie. Le Centre de ressources innovation et mobilité handicap (CEREMH), association loi 1901, a créé et porté le dispositif au démarrage. Aujourd'hui, Ecoreso Autonomie et le CEREMH sont deux entités distinctes. La SCIC nationale Ecoreso Autonomie à venir a vocation à piloter le déploiement des structures Ecoreso locales sur les différents territoires. À l'heure actuelle, trois structures locales sont en fonctionnement (Val-de-Marne, Manche et Calvados), et plusieurs autres sont en cours de développement. Ces structures auront également un statut de SCIC une fois la SCIC nationale créée.

### 1.2. Année de création du dispositif

Le dispositif a été créé en 2016 et a démarré de façon opérationnelle dans la Manche et le Calvados en 2017, puis en 2018 dans le département du Val-de-Marne. Ces trois sites pilotes sont, début 2020, des SCIC. À ces trois sites sont rattachées fonctionnellement les associations de préfiguration des SCIC, qui prennent la forme de plateformes d'ergothérapeutes réalisant des évaluations et s'appuyant sur les structures pilotes pour les aspects techniques et logistiques. Il existe une plateforme en Seine-Maritime, ainsi que dans chaque département d'Île-de-France hors Val-de-Marne (Essonnes, Hauts-de-Seine, Paris, Seine-et-Marne, Seine-Saint-Denis, Val-d'Oise, Yvelines). On compte en plus Ecoreso Autonomie Gironde portée par le GIHP Aquitaine sur le territoire de la Gironde et constituée en SCIC. Enfin, Ecoreso Autonomie est en cours d'essaimage sur le territoire de Lot-et-Garonne : l'association de préfiguration a été créée en décembre 2019, et le démarrage est prévu mi-2020.

### 1.3. Activités conduites et modes de mise à disposition

Ecoreso Autonomie a une activité d'évaluation des besoins en aides techniques des personnes et de préconisation d'aides techniques. Dans la plupart des cas, les évaluations sont suivies d'une mise à disposition des aides techniques si l'utilisateur le souhaite. Les aides techniques sont proposées à la vente, neuves et d'occasion, à la location et en prêt, selon les besoins des personnes.

### 1.4. Public concerné

Ecoreso Autonomie porte un dispositif s'adressant à toutes les personnes ayant un besoin en aides techniques, sans restriction d'âge ni de profil.

### 1.5. Objectifs du dispositif

L'objectif principal poursuivi par Ecoreso Autonomie est la bonne adéquation de la réponse en aides techniques aux besoins de la personne.

## 1.6. Principaux indicateurs

- ✓ Chiffre d'affaires total des trois structures pilotes d'Ecoreso Autonomie en 2018 (Manche, Calvados, Val-de-Marne) : 179 003 euros :
  - dont chiffre d'affaires issu de la vente d'aides techniques : 120 619 euros, soit 67,4 % du chiffre d'affaires total,
  - dont chiffre d'affaires issu de la location d'aides techniques : 24 097 euros, soit 13,5 % du chiffre d'affaires total,
  - dont chiffre d'affaires issu de la prestation de service (évaluations ou actions de sensibilisation financées par un tiers) : 34 286 euros, soit 19,2 % du chiffre d'affaires total ;
- ✓ Chiffre d'affaires total des trois structures pilotes d'Ecoreso Autonomie du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 30 novembre 2019 (Manche, Calvados, Val-de-Marne) : 458 205 euros :
  - dont chiffre d'affaires issu de la vente d'aides techniques : 291 212 euros, soit 63,6 % du chiffre d'affaires total,
  - dont chiffre d'affaires issu de la location d'aides techniques : 98 869 euros, soit 21,6 % du chiffre d'affaires total,
  - dont chiffre d'affaires issu de la prestation de service (services d'ergothérapie) : 68 124 euros, soit 14,9 % du chiffre d'affaires total ;
- ✓ Taux de croissance du chiffre d'affaires total des trois structures pilotes entre 2018 et 2019 : +159 %.

## 2. Objectifs du dispositif

Type d'objectifs poursuivis par les projets	Poursuite de l'objectif par le projet Ecoreso Autonomie
Lever les freins financiers à l'accès aux aides techniques.	Oui
Favoriser l'équité entre les personnes âgées et les personnes en situation de handicap dans l'accès aux aides techniques.	Oui
Réduire le délai d'accès aux aides techniques.	Partiellement
Améliorer la bonne adaptation de l'aide technique aux besoins de la personne.	Oui
Favoriser l'usage et le bon usage des aides techniques.	Oui
Créer un circuit écoresponsable des aides techniques.	Partiellement

### 2.1. Lever les freins financiers à l'accès aux aides techniques

Ecoreso Autonomie propose principalement deux solutions aux personnes pour permettre de favoriser leur accès financier aux aides techniques : acquérir des aides techniques d'occasion à un moindre coût si l'aide technique se trouve en stock ; bénéficier d'une avance sur les financements sous forme de prêt de matériel en cas de besoin d'aide technique de façon urgente et de délais pour obtenir les financements. Ecoreso Autonomie insiste sur le fait que l'amélioration de l'accès financier aux aides techniques ne se fait pas au détriment de la réponse aux besoins de l'utilisateur.

## 2.2. Favoriser l'équité entre les personnes âgées et les personnes en situation de handicap dans l'accès aux aides techniques

D'après Ecoreso Autonomie, cet objectif est poursuivi en cherchant une réponse aux besoins au cas par cas, notamment en fonction des revenus de la personne. Pour les plus démunis, Ecoreso Autonomie pratique le prêt, car, selon la structure, elle n'aurait pas le droit juridiquement en tant qu'entreprise de faire du don<sup>1</sup>. Ecoreso Autonomie s'appuie sur les assistantes sociales (dans les caisses d'assurance retraite et de la santé au travail – CARSAT, dans les caisses primaires d'assurance maladie – CPAM) pour l'évaluation de la situation sociale de la personne.

## 2.3. Réduire le délai d'accès aux aides techniques

Le dispositif contribue à la poursuite de cet objectif. Ecoreso Autonomie assure un lien avec les évaluateurs APA (allocation personnalisée d'autonomie), mais elle ne monte pas les dossiers de financement directement, à l'exception d'une expérimentation en cours dans la structure du Calvados et de la création d'un poste de « facilitateur de parcours » pour accompagner les personnes dans le montage du dossier. L'expérimentation est très concluante et a déjà prouvé son efficacité dans la réduction des délais d'accès aux aides techniques. Néanmoins, le poste ne peut pas encore être pérennisé au moment de l'évaluation ni déployé sur l'ensemble des territoires d'action d'Ecoreso Autonomie. Dans certains départements, Ecoreso Autonomie se rapproche également des évaluateurs APA afin de préciser les besoins en aides techniques le plus tôt possible et de limiter ainsi les retards dans les équipements en aides techniques.

## 2.4. Améliorer la bonne adaptation de l'aide technique aux besoins de la personne

L'adaptation de la réponse aux besoins constitue le premier objectif poursuivi par Ecoreso Autonomie au moyen des préconisations ergothérapeutiques systématiques.

## 2.5. Favoriser l'usage et du bon usage des aides techniques

Il s'agit également d'un objectif prioritaire pour le dispositif, les services ergothérapeutiques constituant la proposition de valeur du dispositif.

---

<sup>1</sup> Pour plus de renseignements sur cette question, se reporter au *vademecum* juridique « Le cadre légal des modes de mise à disposition des aides techniques en France », disponible dans le [dossier Modes innovants de mise à disposition d'aides techniques : évaluation, modélisation et repères juridiques](#).

## 2.6. Créer un circuit écoresponsable des aides techniques

La création d'une économie circulaire des aides techniques n'est pas un objectif prioritaire poursuivi par Ecoreso Autonomie. Il s'agit plutôt selon les porteurs d'un moyen pour remplir l'objectif prioritaire d'adéquation de la réponse en aides techniques aux besoins de la personne. Néanmoins, le porteur dit garder cet objectif et mettre en place des collaborations avec des partenaires dans ce sens.

## 2.7. Autre objectif poursuivi par Ecoreso Autonomie

Non applicable.

## 2.8. Hiérarchie des objectifs

L'objectif principal d'Ecoreso Autonomie est l'adéquation de la réponse en aides techniques aux besoins de la personne. Il s'agit de l'ADN du projet qui se fonde sur des prestations ergothérapeutiques. Le deuxième objectif est la réactivité et la rapidité de la réponse apportée aux besoins. Enfin, le troisième objectif est la création d'une économie circulaire autour des aides techniques.

### 3. Pertinence et cohérence externe du dispositif

#### 3.1. Organisation du dispositif avec les acteurs impliqués

Le dispositif comporte plusieurs partenaires à la fois financiers et fonctionnels.

Les partenaires financiers sur les trois territoires en fonctionnement au moment de l'évaluation sont les départements à travers la conférence des financeurs, France Active, le Crédit Coopératif, la Nef<sup>2</sup>, la fondation MACIF, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

En fonctionnement, Ecoreso Autonomie dispose à la fois de partenariats formalisés et de partenariats non formalisés. Les évaluations sont, sur certains territoires, externalisées à des ergothérapeutes de structures partenaires (services d'accompagnement à la vie sociale – SAVS, services d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés – SAMSAH...) par le biais de partenariats formalisés. De manière générale, Ecoreso Autonomie collabore avec l'ensemble des structures médico-sociales, les services de soins infirmiers à domicile (SSIAD), les centres locaux d'information et de coordination (CLIC), les centres communaux d'action sociale (CCAS)... Des partenariats non formalisés sont également noués avec des structures sanitaires qui font connaître les services d'Ecoreso Autonomie à leurs patients. Au démarrage, la communication auprès des organismes « adresseurs » potentiels a été priorisée dans le secteur médico-social, mais dans les faits de nombreuses demandes viennent du secteur sanitaire. Le succès de l'adressage de ces structures vers Ecoreso Autonomie s'expliquerait, pour les porteurs du dispositif, par le fait qu'en s'appuyant sur Ecoreso Autonomie, ces structures ont plus de garanties sur la qualité de la réponse apportée aux personnes.

En ce qui concerne les activités de mise à disposition des aides techniques, des partenariats sont noués pour la rénovation des aides techniques sur certains territoires (ex. : entreprises d'insertion) ainsi que pour la collecte (ex. : déchetteries).

Sur le territoire de la Gironde, Ecoreso Autonomie s'est associée avec le groupement pour l'insertion des personnes handicapées physiques (GIHP). Ce dernier est sociétaire de la structure Ecoreso nationale et porte la structure locale en Gironde. Le GIHP fournit les prestations d'ergothérapie, et Ecoreso prend en charge les activités liées à la mise à disposition des aides techniques (collecte, rénovation, distribution...). Il s'agit d'une association de compétences entre deux structures partageant les mêmes valeurs et les mêmes objectifs (bonne adaptation des aides techniques aux besoins).

Des discussions avaient été engagées au lancement du dispositif avec Envie Autonomie, mais elles n'ont pas abouti.

---

<sup>2</sup> La Nef est une « coopérative financière offrant des solutions d'épargne et de crédit orientées vers des projets ayant une utilité sociale, écologique et/ou culturelle ».

### 3.2. Gouvernance

Le format choisi pour la structure juridique, la SCIC en société par actions simplifiée (SAS), est encore peu connu et dispose de peu de retours d'expérience à l'heure actuelle. Selon les porteurs conseillés juridiquement sur cet aspect, il s'agirait du seul statut juridique autorisant une gouvernance tripartite incluant les secteurs privé lucratif, public et associatif. Ce statut permet de garantir l'intérêt collectif et des modalités de gouvernance précises (principe : 1 personne = 1 voix avec obligation d'associer les salariés et les bénéficiaires pour que les intérêts de chacun soient représentés) et d'insérer la structure dans le secteur marchand.

La gouvernance des SCIC territoriales inclut les départements du Val-de-Marne et de la Manche. Cela constitue un moyen pour eux de participer à la gouvernance d'une structure privée commerciale et de pouvoir ainsi orienter Ecoreso Autonomie sur les sujets qui ont un intérêt pour eux. Les associations d'aidants et de personnes en situation de handicap sont également présentes dans la gouvernance, tout comme l'union départementale des CCAS de la Manche.

La gouvernance de la SCIC comprend quatre collèges (un collège de salariés, un collège d'usagers, un collège des financeurs et un collège des partenaires). Elle se réunit en assemblée générale à une fréquence annuelle ainsi qu'en plusieurs bureaux à une fréquence mensuelle. Le principe du vote est qu'une personne porte une voix, indépendamment de son poids politique et financier.

### 3.3. Diagnostic de territoire et articulation du dispositif avec les acteurs locaux

Une des raisons ayant conduit à créer le dispositif est le constat d'une inégalité d'accès à un ergothérapeute pour « choisir » les aides techniques indiquées, notamment dans le cadre d'une demande de prestation de compensation du handicap (PCH) ou d'APA. De façon générale, selon les porteurs d'Ecoreso Autonomie et leur diagnostic réalisé au moment du montage du projet, peu de personnes bénéficient d'une intervention ergothérapique. Toujours selon le porteur, les personnes âgées de moins de 60 ans sont néanmoins plus « avantagées » par leurs passages plus fréquents en services ou établissements de soins ou d'accompagnement où ils peuvent bénéficier de préconisations prodiguées par des ergothérapeutes. L'origine du dispositif réside également dans le constat que de nombreuses aides techniques sont sous-utilisées, notamment en raison de l'absence de formation à leur utilisation, et que nombre d'entre elles possèdent un potentiel de réemploi. Ecoreso Autonomie souhaite enfin changer le regard sur les aides techniques grâce à l'ergothérapie qui participe à améliorer l'acceptabilité des aides techniques pour les personnes en montrant les avantages de leur utilisation.

De manière générale, au lancement de chaque structure départementale d'Ecoreso Autonomie, une méthode de co-construction est adoptée avec les acteurs présents sur chacun des territoires concernés pour adapter le déploiement en fonction de l'existant. De la même façon, le dispositif est construit dans les départements en adéquation avec les missions menées par les maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

Pour cela, des études de besoins sont menées dans chaque département et une cartographie des acteurs est réalisée, qui permet dans le même temps à Ecoreso Autonomie de présenter son projet. Cette cartographie est complétée par une cartographie des concurrents directs dans le domaine de la distribution médicale sur le territoire concerné. Pour le moment, Ecoreso Autonomie a fait le choix de ne pas s'implanter sur des territoires où des dispositifs apparentés existent. Le recensement des aides techniques qu'il est nécessaire d'acquérir et de posséder en stock pour répondre efficacement aux besoins est également réalisé en s'appuyant sur les résultats de l'expérimentation dans les trois structures territoriales pilotes. D'après les porteurs d'Ecoreso Autonomie, les besoins, quels que soient les territoires, sont similaires en qualité, et seule la quantité varie.

Enfin, dans cette phase de diagnostic, les financements possiblement mobilisables sont étudiés. Le plus souvent, il s'agit de ceux de la conférence des financeurs, de la Nef, du Crédit Coopératif.

### 3.4. Activités menées par le dispositif

L'activité principale d'Ecoreso Autonomie, et ce qui constitue sa réelle proposition de valeur, est l'évaluation et l'adaptation des aides techniques aux besoins de l'utilisateur.

#### 3.4.1. Activités d'accompagnement de la personne

L'évaluation ergothérapique est, soit internalisée et réalisée par les ergothérapeutes employés par Ecoreso Autonomie, soit, sur certains territoires, effectuée par des partenaires du dispositif (SAVS, SAMSAH...). Ecoreso Autonomie estime que trois à quatre visites à domicile de l'ergothérapeute sont nécessaires pour que l'aide technique soit utilisée et que l'utilisateur s'en saisisse de façon effective.

L'accompagnement ergothérapique d'Ecoreso Autonomie comprend également l'installation et l'accompagnement à la prise en main de l'aide technique à domicile par un ergothérapeute, réalisés en interne. Ecoreso Autonomie insiste d'ailleurs sur la nécessité d'adapter le service en fonction des besoins et sur l'accompagnement à la fois de la personne bénéficiaire, des proches aidants et des professionnels intervenant au quotidien.

Le suivi de l'utilisation est également proposé par Ecoreso Autonomie de façon indirecte, par des relations avec les services intervenant au domicile (SSIAD et SAAD par exemple). Les ergothérapeutes d'Ecoreso s'appuient sur ces services pour effectuer le suivi de l'utilisation de l'aide technique à domicile.

Une fois l'aide technique distribuée et utilisée par le bénéficiaire, Ecoreso Autonomie propose un service d'assistance logistique et technique à partir de ressources internes.

En complément des interventions ergothérapeutiques (évaluation, préconisation, accompagnement à la prise en main de l'aide technique, suivi de l'utilisation), Ecoreso Autonomie conduit les activités liées au réemploi des aides techniques : collecte, rénovation et distribution des aides techniques d'occasion.

### *3.4.2. Activités liées à la mise à disposition des aides techniques*

Les donateurs sont à la fois des particuliers et des établissements sanitaires et médico-sociaux. Ils sont mobilisés par des campagnes de communication d'appel aux dons lancées au moment de la mise en place de chaque structure territoriale.

La collecte des aides techniques est à la fois internalisée et externalisée. Lorsqu'elle est internalisée et que la structure collecte des aides techniques au domicile des donateurs, Ecoreso Autonomie évalue au préalable le don et son potentiel de réemploi en demandant aux futurs donateurs d'adresser des photos du matériel. Les donateurs font part de leur intention de donner *via* un numéro d'appel unique. De plus, Ecoreso Autonomie travaille, au moment de l'évaluation en mai 2019, à la possibilité de disposer de centres de collecte de proximité afin de regrouper les dons et d'optimiser les déplacements liés à la collecte.

La collecte commence petit à petit à être externalisée grâce à la signature de conventions partenariales entre Ecoreso Autonomie et les déchetteries, afin que le personnel de ces dernières soit formé à la reconnaissance du matériel à garder.

La rénovation des aides techniques est pensée par Ecoreso Autonomie à l'échelle régionale : les volumes d'aides techniques ciblés ne nécessitent pas de disposer d'une unité de réemploi par département. Une unité par région est suffisante dans le modèle et les projections d'organisation d'Ecoreso Autonomie. La rénovation des aides techniques peut être réalisée en interne par ces unités de réemploi, ou en externe par des structures spécialisées d'insertion si Ecoreso Autonomie n'a pas la capacité de rénover (compétences techniques et outils notamment). Les conditions de rénovation des aides techniques sont celles fournies par les fabricants. Il est à noter que les aides techniques collectées permettent également de constituer un stock de pièces détachées.

L'hygiénisation des aides techniques est réalisée au moyen de la technique de la vapeur sèche pour les aides techniques qui ne peuvent être mouillées et à l'eau chaude et au savon pour les autres aides techniques. De manière générale, les règles appliquées par Ecoreso Autonomie pour l'hygiénisation du matériel sont celles appliquées au matériel en location.

La distribution des aides techniques est une activité totalement internalisée par Ecoreso Autonomie. La livraison des aides techniques est effectuée par les ergothérapeutes de la structure la plupart du temps. Ecoreso a un statut de prestataire de service et distributeur de matériel (PSDM) et a signé la « convention tiers payant » sur les territoires sur lesquels elle est implantée. Cela implique le respect des critères obligatoires incombant à un distributeur de matériel médical. Ecoreso Autonomie dispose de *showrooms*, mais ces derniers ne sont pas utilisés. Le matériel qui s'y trouve a vocation à être montré à domicile par les ergothérapeutes.

### 3.4.3. Activités support et autres projets (veille, formation...)

Un service d'assistance administrative et financière est expérimenté au moment de l'évaluation en mai 2019 dans la structure du Calvados, notamment pour le montage des dossiers de financement MDPH, mais aucune recette ne permet de le pérenniser pour le moment.

Par ailleurs, le dispositif donne aussi la possibilité aux usagers de bénéficier d'une mise à disposition de matériel en prêt dans l'attente de l'obtention des financements de la part des départements lorsque les dossiers mettent du temps à être instruits et que les personnes ont des besoins urgents en aide technique.

Les porteurs de projets souhaitent développer un dispositif basé sur l'économie de la fonctionnalité : une offre de service s'adaptant à des besoins évolutifs, à la fois des établissements et des personnes, et qui auto-alimente une logique de réemploi et de circularisation des aides techniques.

Ecoreso Autonomie développe également à l'heure actuelle une offre de formation destinée aux professionnels intervenant au quotidien et souhaite être agréée en tant qu'organisme de formation pour pouvoir diversifier ses recettes. Des démarches dans ce sens ont été initiées à la suite de premières formations réalisées.

En complément de l'évaluation des besoins et des préconisations et de l'accompagnement à la prise en main à domicile par un ergothérapeute, Ecoreso Autonomie propose des informations et des conseils sur les aides techniques aux usagers et aux professionnels. La structure fait également de la veille sur les aides techniques à destination des ergothérapeutes de son réseau.

## 3.5. Modalités de mise à disposition des aides techniques

La mise à disposition des aides techniques par Ecoreso Autonomie est toujours précédée d'une évaluation ergothérapique conduite en interne ou en externe (voir plus haut). Cette évaluation ergothérapique constitue la proposition de valeur du dispositif, les fondateurs de la structure considérant l'acquisition d'une aide technique sans intervention ergothérapique comme impensable.

Ecoreso Autonomie propose plusieurs modalités de mise à disposition des aides techniques : le prêt, pour essai et pour usage, la vente et la location. Toutes les modalités de mise à disposition sont envisageables à l'exception du don par Ecoreso Autonomie à des particuliers, qui serait d'après les porteurs juridiquement prohibé pour une structure commerciale<sup>3</sup>. Ces mises à disposition sont réalisées avec des aides techniques neuves ou de seconde main.

---

<sup>3</sup> Pour plus de renseignements sur cette question, se reporter au *vademecum* juridique « Le cadre légal des modes de mise à disposition des aides techniques en France », disponible dans le [dossier Modes innovants de mise à disposition d'aides techniques : évaluation, modélisation et repères juridiques](#).

Ecoreso Autonomie pratique du prêt de courte durée pour essai et du prêt longue durée pour usage. Le prêt pour essai est quasiment systématique. Il dure d'une à deux semaines, mais peut être plus long s'il existe des doutes sur la préconisation. Le prêt peut également être de longue durée pour les personnes les plus démunies après examen d'un dossier en coopération avec les services sociaux des partenaires. Néanmoins, les porteurs du projet indiquent que leur nombre est encore faible, car ces prêts ont un impact sur la trésorerie d'Ecoreso Autonomie et le point d'équilibre économique de la structure n'est pas encore atteint.

La location est également pratiquée par Ecoreso Autonomie. Elle concerne toutes les aides techniques, qu'elles soient ou non inscrites à la liste des produits et prestations remboursables (LPPR) et qu'elles soient acquises neuves ou issues de la collecte. Cette modalité est proposée en fonction de l'intérêt et du souhait de la personne (ex. : utilisation temporaire). La location du parc d'aides techniques permet de financer le reste des activités. La vente d'aides techniques neuves est également une source de revenus dans la mesure où la marge commerciale contribue au financement des prestations d'ergothérapie.

Le dispositif pratique la vente d'aides techniques neuves et d'aides techniques issues de la collecte, qu'elles soient ou non inscrites à la LPPR. Les ventes des aides techniques de seconde main sont pratiquées avec réduction du reste à charge par rapport à du matériel neuf.

Le gisement d'aides techniques capté par Ecoreso Autonomie serait, selon les porteurs du dispositif, de mauvaise qualité et ne répondrait que dans une faible mesure aux évaluations des ergothérapeutes travaillant avec eux. Seuls 10 % du gisement capté par Ecoreso lui permettraient à l'heure actuelle de faire du réemploi. Pour pallier ces écueils, Ecoreso Autonomie a donc dû acheter une grande quantité de matériel neuf, ce que la structure n'envisageait pas au départ, notamment lors de la définition de son modèle économique. Ces aides techniques sont proposées à la vente en partant du principe qu'une partie sera récupérée *via* des dons lorsqu'elles ne seront plus utilisées.

Ecoreso Autonomie explique le cadre dans lequel est pratiqué le don : il s'agit d'une activité à la marge ; le don est fait à des associations pour des aides techniques que la structure ne peut réutiliser et qui ne sont pas encore rentrées dans son bilan comptable pour, d'après elle et les conseils juridiques qu'elle a reçus, rester dans le cadre de la légalité<sup>4</sup>.

---

<sup>4</sup> Pour plus de renseignements sur cette question, se reporter au *vademecum* juridique « Le cadre légal des modes de mise à disposition des aides techniques en France », disponible dans le [dossier Modes innovants de mise à disposition d'aides techniques : évaluation, modélisation et repères juridiques](#).

### 3.6. Couverture des besoins par les différentes modalités de mise à disposition des aides techniques

Ecoreso Autonomie propose presque toutes les modalités de mise à disposition d'aides techniques (le don restant très marginal et circonscrit à des associations), ce qui permet d'après les porteurs de projet de s'adapter à la situation socio-économique de chaque bénéficiaire pour répondre au mieux à son besoin (modalité de mise à disposition avec un reste à charge plus ou moins important). Il n'y a pas d'harmonisation des pratiques entre les structures, mais Ecoreso s'efforce sur chaque territoire d'être en relation au moins avec les services du conseil départemental chargés de l'APA et la MDPH.

### 3.7. Articulation des relations avec les fabricants et les autres fournisseurs d'aides techniques

Les relations d'Ecoreso Autonomie avec les autres offreurs d'aides techniques sont variables. Aucun procès n'a pour le moment été intenté contre la structure, et les porteurs ne pensent pas que cela puisse arriver, car Ecoreso Autonomie, par son statut, se place dans le champ concurrentiel. Les bénéfices peuvent en conséquence être réinvestis librement. Les grosses enseignes fournissant des aides techniques ne se sentiraient par ailleurs pas menacées, car elles travaillent beaucoup avec des clients professionnels importants comme les hôpitaux et les autres structures sanitaires et médico-sociales.

Par ailleurs, Ecoreso Autonomie a écarté de son champ d'activité les consommables (ex. : protections contre l'incontinence) alors que la structure pourrait théoriquement les distribuer en tant que prestataire de service et distributeur de matériel médical (PSDM) agréé. Les porteurs du dispositif ne souhaitent néanmoins pas se positionner sur ce champ pour conserver des relations sereines avec les « fournisseurs traditionnels » de matériel médical.

Néanmoins, dans un département, Ecoreso Autonomie affirme avoir reçu des menaces, notamment de la part des pharmaciens ayant créé des coopératives de distribution d'aides techniques.

## **Analyse de la pertinence et de la cohérence externe du dispositif**

Sur le volet de la pertinence et de la cohérence externe du dispositif, l'atout majeur d'Ecoreso Autonomie est sa proposition de valeur, clairement différenciante par rapport aux distributeurs d'aides techniques traditionnels qui peuvent être considérés comme des concurrents du dispositif. La valeur d'Ecoreso Autonomie se situe en effet dans les prestations ergothérapeutiques « fournies » par le dispositif, sans coût direct pour la personne et de façon systématique, avant la mise à disposition d'aides techniques et en suivi, ce que ne proposent pas les distributeurs traditionnels.

De plus, la gouvernance adoptée par Ecoreso Autonomie par le biais de la SCIC permettrait d'écarter les menaces et accusations de concurrence déloyale qui pourraient émerger de la part des distributeurs d'aides techniques. La SCIC soumet Ecoreso Autonomie aux règles du secteur marchand, tout en permettant de contrôler l'utilisation vertueuse des bénéfices. Cette forme de gouvernance n'a néanmoins pas été adoptée dès le démarrage de la structure et de son activité. Il s'agissait auparavant d'une association de préfiguration de la SCIC. Ce statut a permis à Ecoreso Autonomie de percevoir certaines subventions, indispensables au lancement de l'activité. Le dispositif ne se situe donc pas entièrement sur le même plan et n'est pas soumis aux mêmes règles que les distributeurs traditionnels si l'on considère l'intégralité de son existence.

Un des facteurs de succès de la pertinence et de la cohérence externe d'Ecoreso Autonomie réside dans la conduite de projet et notamment dans la façon dont le diagnostic du territoire est conduit pour chaque nouveau déploiement local. Ecoreso Autonomie adopte toujours une méthode de co-construction avec les structures déjà présentes sur le territoire et les partenaires potentiels. Cela lui permet d'adapter la construction du dispositif au plus près des ressources déjà existantes sur le territoire et des besoins présents. En plus d'orienter lors de la construction de la structure locale, le diagnostic de territoire en co-construction permet d'identifier très en amont les partenaires du fonctionnement de la structure locale Ecoreso Autonomie.

Par la conduite du diagnostic de territoire, le fonctionnement de chaque structure locale d'Ecoreso Autonomie est différent : certaines fonctions internalisées dans un département pourront être externalisées dans un autre. C'est notamment le cas des activités d'évaluation, de préconisation et de rénovation des aides techniques. Au-delà de l'adaptabilité du modèle, l'avantage de cette construction est de ne pas créer un lien de dépendance trop fort avec ses partenaires. Si l'un d'entre eux était amené à faire défaut, Ecoreso Autonomie aurait les compétences en interne pour pallier cette défaillance même si cela pourrait engendrer des frais importants. Son constat sur les types et la qualité des aides techniques qu'elle collecte, en décalage avec les besoins, a conduit Ecoreso Autonomie à intensifier les achats d'aides techniques neuves. La diversification de la collecte apparaît donc aujourd'hui comme un levier important pour améliorer la qualité des aides collectées et leur type (collecte auprès des particuliers, des établissements sanitaires et médico-sociaux, d'associations...).

La conclusion du partenariat entre Ecoreso Autonomie et le GIHP en Aquitaine dans la région de Bordeaux illustre la stratégie du dispositif de ne pas s'implanter sur des territoires où il existe déjà une offre similaire. Les deux dispositifs poursuivant le même objectif (bonne adéquation des aides techniques aux besoins de la personne), la coopération s'est faite de façon naturelle. De tels partenariats apparaissaient comme très pertinents, chacune des deux structures se concentrant sur ses forces pour bâtir un dispositif complet.

Ecoreso Autonomie parvient aujourd'hui à proposer une offre large, tant pour l'accompagnement des personnes que pour les types de mise à disposition des aides techniques.

FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITÉS	MENACES
<p>Proposition de valeur différenciante : interventions ergothérapeutiques « sans frais supplémentaires » pour la personne.</p> <p>Format de la gouvernance, qui fait entrer la structure dans le secteur marchand.</p> <p>Adoption d'une méthode de co-construction dans la conduite du diagnostic de territoire.</p> <p>Couverture, actuelle ou projetée, de l'ensemble des modalités de mise à disposition des aides techniques en fonction des besoins des bénéficiaires.</p>	<p>Mauvaise qualité du gisement collecté et inadéquation aux besoins.</p> <p>Intégration des coûts des prestations ergothérapeutiques dans les coûts des aides techniques à la vente et à la location.</p>	<p>Réseau de partenaires sur des activités également internalisées par Ecoreso Autonomie.</p> <p>Alliance avec des dispositifs ayant des objectifs similaires dans les territoires (ex. : GIHP).</p> <p>Externalisation de certaines activités coûteuses comme la collecte.</p> <p>Diversification de la collecte.</p> <p>Essaimage du dispositif.</p>	<p>Échec du partenariat avec un acteur de l'économie circulaire.</p>

## 4. Cohérence interne du dispositif

### 4.1. Outils d'évaluation de la correspondance du dispositif aux besoins et aux demandes d'aides techniques du public ciblé

Des diagnostics détaillés des besoins sont réalisés dans chaque territoire d'implantation d'Ecoreso Autonomie en amont du lancement opérationnel des activités.

Le logiciel qu'Ecoreso Autonomie est en train de développer et de déployer dans ses structures au moment de l'évaluation en mai 2019 lui permettra de collecter plusieurs indicateurs, notamment sur l'adéquation entre les besoins des bénéficiaires et les réponses apportées par le dispositif :

- ✓ Nombre et type des aides techniques louées et vendues ;
- ✓ Nombre de personnes accompagnées ;
- ✓ Nombre d'interventions nécessaires de l'ergothérapeute pour aboutir à un équipement correspondant aux besoins de la personne ;
- ✓ Durée d'usage du matériel préconisé et acquis ;
- ✓ Délai de reprise du matériel non adapté et de mise à disposition d'une nouvelle aide ;
- ✓ Taux de retour des aides techniques après utilisation (réintégration de l'aide technique dans le stock d'Ecoreso Autonomie si elle est réemployable).

### 4.2. Typologie des aides techniques éligibles au dispositif

Sur la base de ses études de besoins, Ecoreso Autonomie a identifié trois grandes familles d'aides techniques entrant dans le champ de son dispositif. Il s'agit d'aides techniques à l'autonomie et au maintien à domicile :

- ✓ Le lit et toutes les aides techniques gravitant autour (chaise garde-robe, aide au transfert, verticalisation...) ;
- ✓ Les aides dédiées à la salle de bains pour l'hygiène et la toilette ;
- ✓ Les aides à la mobilité.

La structure a également établi la liste des aides techniques les plus « intéressantes » en seconde main. Il s'agit notamment des fauteuils roulants confort, des aides techniques pour l'installation dans la douche ou la baignoire, des planches de transfert... Ces aides techniques sont jugées « intéressantes » par Ecoreso Autonomie, car elles ne sont pas coûteuses à rénover ni à hygiéniser. De plus, elles ne sont pas financées par la Sécurité sociale et seraient donc plus attractives lorsqu'elles sont de seconde main en raison de leur prix réduit<sup>5</sup>.

Les aides électroniques ne font pas encore partie des aides distribuées par Ecoreso Autonomie. La structure a néanmoins vocation à intervenir sur ce type d'aides, mais cela demande des compétences spécifiques qu'elle acquiert peu à peu.

L'objectif d'Ecoreso Autonomie est d'avoir suffisamment de stock de proximité pour répondre aux besoins des personnes. Le travail en réseau avec les différentes structures d'Ecoreso Autonomie est favorisé à l'échelle des régions pour que le stock d'une structure puisse profiter aux autres. Ecoreso travaille à l'élaboration d'une base de données de toutes ses aides techniques, mais ne souhaite pas constituer de catalogue. Le choix de l'aide technique reste celui de l'ergothérapeute en fonction des besoins de la personne et en accord avec celle-ci.

#### 4.3. Implication des bénéficiaires dans le dispositif

Les bénéficiaires sont impliqués dans le choix de l'aide technique, en coopération avec les ergothérapeutes d'Ecoreso Autonomie. Il s'agit d'une condition de l'acceptation de l'aide technique et de son utilisation par le bénéficiaire.

Par ailleurs, les bénéficiaires sont indirectement représentés dans la gouvernance de la SCIC Ecoreso Autonomie par l'intermédiaire des associations d'aidants et des associations de personnes en situation de handicap, notamment dans la Manche et le Calvados (présents dans le collège des usagers).

#### 4.4. Conduite des principales fonctions assignées à un circuit innovant de mise à disposition des aides techniques

Dans les structures Ecoreso Autonomie disposant d'une unité de rénovation, le dispositif conduit l'ensemble des activités d'un circuit innovant de mise à disposition des aides techniques, de façon internalisée et/ou externalisée selon les départements. Seule l'aide administrative et financière n'est pour l'instant prise en charge qu'à titre expérimental dans un seul département.

Ecoreso Autonomie a formalisé ses différentes modalités de mise à disposition des aides techniques. Des prix ont été définis pour les différents modes de mise à disposition.

---

<sup>5</sup> Néanmoins, les aides inscrites à la LPPR et vendues avec dépassement du tarif LPPR par les PSDM sont aussi très intéressantes pour le bénéficiaire du point de vue du coût lorsqu'elles sont vendues d'occasion.

Pour la vente d'aides techniques neuves, le principe est la fixation d'une marge de 30 % sur le prix d'achat par Ecoreso Autonomie dans la limite du prix public conseillé par le fabricant.

Le prix des aides techniques de seconde main est fixé de façon à prendre en compte le coût de la collecte, de la remise en état et de l'hygiénisation et des pièces détachées. À cela est ajoutée une marge de 30 % correspondant notamment aux frais fixes de la structure. Ce prix est comparé à celui de la même aide technique neuve. S'il est supérieur à la moitié du prix du neuf, Ecoreso Autonomie s'interroge sur son maintien à la vente en raison de la faible attractivité de son prix par rapport au neuf. Le prix d'une aide technique rénovée est toujours fixé au cas par cas selon ce principe et individualisé, car chaque aide a un coût de rénovation différent (en fonction de son état avant rénovation, des pièces à changer...). Deux personnes achetant le même fauteuil roulant du même fabricant et de la même année de fabrication ne paieront donc pas forcément le même prix. Cela pose la question de l'équité d'accès aux aides techniques rénovées, bien que les porteurs indiquent étudier la possibilité, pour certains des produits les plus souvent collectés, d'établir un tarif unique en globalisant les frais de rénovation.

#### 4.5. Adéquation des compétences RH au bon fonctionnement de l'ensemble des activités

Deux types de postes au sein des structures Ecoreso Autonomie nécessitent des compétences spécifiques : les ergothérapeutes et les techniciens de rénovation.

D'après les porteurs d'Ecoreso Autonomie, les ergothérapeutes recrutés par la structure ont une expérience du travail au domicile des personnes, qui demande souvent plus d'autonomie que le travail en structure, et sont intéressés par le fait de maîtriser l'intégralité de leur processus de travail, de l'évaluation des besoins au suivi de l'utilisation de l'aide technique à domicile.

Il n'existe aujourd'hui aucune formation de technicien en rénovation d'aides techniques. Ecoreso Autonomie a donc dû constituer un tronc de formation des techniciens. Les profils recrutés sont majoritairement des personnes ayant des compétences en mécanique, qualifiées et qui sont susceptibles de se spécialiser sur des sujets très techniques. Ces premiers techniciens deviendront à terme les formateurs des autres techniciens. Ces techniciens représentent une charge non négligeable dans les coûts de la structure en raison de leur qualification.

L'effectif minimal d'une structure locale réalisant une activité de réemploi se compose d'un directeur de structure, d'un technicien de maintenance encadrant un à deux techniciens installateurs, livreurs, rénovateurs, d'un ergothérapeute et d'un gestionnaire des ventes. À ces effectifs locaux s'ajoutent les six équivalents temps plein (ETP) de la structure nationale Ecoreso Autonomie.

#### 4.6. Management du dispositif

Les trois cofondateurs d'Ecoreso Autonomie possèdent des compétences et des aptitudes complémentaires. Un des fondateurs, ergothérapeute de formation, a une grande expérience du monde du handicap, plus spécifiquement sur les aides techniques. Le second, par ses expériences passées, possède des compétences et des aptitudes dans le développement de projet et en entrepreneuriat. Enfin, la troisième est spécialisée dans l'accompagnement de *start-up* dans le domaine du développement durable et est chargée de la stratégie financière d'Ecoreso Autonomie.

##### **Analyse de la cohérence interne du dispositif**

La typologie des aides techniques entrant dans le champ du dispositif n'a pas été formalisée sous forme de liste précise, mais des principes très clairs ont été fixés par Ecoreso Autonomie, guidés par l'objectif de réponse aux besoins des usagers. La constitution du stock d'aides techniques est basée sur les préconisations des ergothérapeutes et non sur le gisement disponible.

Le choix de mettre à disposition du matériel neuf ou d'occasion est conditionné par la présence de l'aide technique préconisée en stock, neuve ou d'occasion, et non par le souhait de la personne de disposer de matériel neuf ou d'occasion. Pour pallier cette difficulté, Ecoreso Autonomie indique proposer des modalités de mise à disposition et de paiement sur-mesure en fonction des capacités de la personne (ex. : prêt si la personne n'a pas les moyens de financer le reste à charge subsistant).

Le caractère sur-mesure des modalités de mise à disposition a toutefois le désavantage de manquer de lisibilité pour le bénéficiaire. Il est difficile de connaître les modalités de mise à disposition existantes pour une aide technique précise ainsi que le montant du reste à charge, toutes les aides techniques proposées par Ecoreso Autonomie pouvant être mises à disposition selon toutes les modalités (prêt, vente, location).

Opérationnelle depuis 2017, Ecoreso Autonomie est à l'heure actuelle encore dans une phase de construction et de montée en charge et ne dispose que de peu d'outils d'évaluation des réponses qu'elle apporte et donc de la cohérence de son organisation interne. La formalisation progressive de ses process et de son modèle économique, tout comme le développement et le déploiement en cours au moment de l'évaluation d'un logiciel de gestion *ad hoc* permettront de mieux mesurer la cohérence des activités et de l'organisation des activités.

L'implication des bénéficiaires rendue possible par la gouvernance choisie (SCIC) est une force pour le dispositif d'Ecoreso Autonomie et probablement un facteur d'attractivité et de différenciation par rapport aux distributeurs traditionnels d'aides techniques. Le choix de l'aide technique est réalisé en coopération avec le bénéficiaire.

Les ressources humaines jouent un rôle important dans la réussite du dispositif puisque ce dernier nécessite des compétences clés comme celles des ergothérapeutes et des techniciens pour la rénovation des aides techniques.

La complémentarité des profils des cofondateurs d'Ecoreso Autonomie participe à asseoir la légitimité du dispositif et lui confère de la crédibilité, notamment vis-à-vis de ses partenaires.

FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITÉS	MENACES
<p>Une réflexion aboutie de la typologie des aides techniques entrant dans le champ du dispositif et le modèle de rémunération du dispositif.</p> <p>Implication des bénéficiaires.</p> <p>Un recrutement en adéquation avec les objectifs poursuivis.</p> <p>Complémentarité des profils des cofondateurs dans la gestion du dispositif.</p>	<p>Encore peu d'outils d'évaluation des réponses aux besoins apportées par le dispositif.</p> <p>Absence de lisibilité pour les usagers sur les aides techniques disponibles et les modalités de mise à disposition proposées pour chacune d'elles.</p>	<p>Développement et déploiement en cours d'un logiciel en propre CRM/ERP (<i>Customer Relations Management</i><sup>6</sup>/<i>Enterprise Resource Planning</i><sup>7</sup>).</p>	<p>Risque lié à l'absence de lisibilité sur les modalités de mise à disposition et sur le coût des aides techniques (ex. : insécurité des bénéficiaires).</p>

<sup>6</sup> Gestion de la relation client.

<sup>7</sup> Progiciel de gestion des processus opérationnels.

## 5. Effectivité du dispositif

Questions évaluatives	Réponses
Le dispositif a-t-il réalisé un état des lieux préalable et une cartographie des ressources ?	Oui
Le dispositif a-t-il modélisé le circuit de mise à disposition des aides techniques ?	Oui
Le dispositif a-t-il élaboré un <i>business plan</i> et un suivi/analyse budgétaire ?	Oui
Le dispositif a-t-il respecté les objectifs par phase d'implémentation et le calendrier initial ?	Non
Le dispositif a-t-il été mené sans interruption ?	Oui
Le dispositif est-il abouti (rythme de croisière atteint – si le dispositif n'a pas vocation à s'arrêter ; fin des actions – si objectifs atteints sans ambition de poursuivre au-delà) ?	Non
Le dispositif a-t-il révisé le périmètre des activités et effectué des réajustements ?	Oui
Le dispositif a-t-il dépassé les objectifs initialement fixés ?	Non
Le dispositif prévoit-il de nouveaux partenaires en phase de fonctionnement ?	Oui
Le dispositif prévoit-il une démarche d'amélioration continue (c.-à-d. plan d'évaluation du dispositif ciblé sur les résultats et les performances, partagé en interne et utilisé pour les demandes de financement ultérieures)	Partiellement
Le dispositif prévoit-il les conditions de pérennisation ?	Oui
L'accessibilité des locaux est-elle conforme à la loi/les locaux sont-ils desservis par des transports publics (ou alternative conçue et prise en charge par le dispositif) ?	Oui
La sécurité des locaux est-elle assurée au regard de la loi (stockage, zones inaccessibles aux usagers...) ?	Oui
Les espaces sont-ils adaptés et séparés pour les différentes activités (administration, admission, essayage, recyclage, chargement/déchargement, stockage...) ?	Oui
Le dispositif prévoit-il des objectifs et des procédures de gestion des inventaires des aides techniques ?	Oui

Questions évaluatives	Réponses
Le dispositif utilise-t-il des procédures écrites et une méthode pour évaluer les aides techniques mises à disposition et/ou renouvelées pour inventaire (et estimation) ?	Oui
Y a-t-il une procédure de récupération et une typologie du matériel récupérable ?	Oui
Y a-t-il une procédure permettant d'attester que la personne cédant l'aide technique peut le faire, dans le cas d'une collecte auprès de particuliers et/ou dans le cas des personnes éligibles au dispositif, bénéficiaires d'une aide technique et favorables à sa circularisation à terme ?	Non
Y a-t-il une procédure pour chaque aide technique permettant de décider de la rénovation ?	Partiellement
Y a-t-il une procédure de nettoyage/désinfection fondée sur des pratiques médicales ou scientifiques compatibles avec les recommandations du fabricant et dans un lieu dédié adéquatement conçu ?	Oui
Y a-t-il une procédure de rénovation compatible avec les instructions du fabricant et qui mobilise des compétences techniques adaptées ?	Oui
Y a-t-il une procédure pour effacer les données stockées des aides techniques digitales et pour le téléchargement légal des licences ?	N/A
Y a-t-il une garantie limitée sur les aides techniques reconditionnées, permettant un retour ou remplacement dans une durée limitée spécifiée ?	Oui
Y a-t-il des conditions de stockage adaptées, pour les différents types d'aides techniques, avec optimisation de l'espace, séparation des aides techniques aseptisées des autres, dans une température adéquate ?	Oui
Y a-t-il une procédure pour le transport (récupération, formation des conducteurs, véhicules adaptés, formalisation de la cession...) ?	Oui
Y a-t-il une procédure pour l'élimination des aides techniques ou composants non réutilisables (rebut) ?	Oui
Existe-t-il un guide/des procédures permettant de retracer l'ensemble des interactions avec le bénéficiaire pour assurer le suivi de la dispensation des services de conseil et d'accompagnement ?	Partiellement

### 5.1. Respect de la feuille de route ou du cahier des charges initial du dispositif

Au moment de l'évaluation, Ecoreso Autonomie rapporte qu'au-delà des territoires du Val-de-Marne, de la Manche et du Calvados qui sont opérationnels depuis 2018, d'autres départements sont couverts par l'offre. Plusieurs plateformes d'ergothérapeutes réalisant des évaluations sont rattachées fonctionnellement aux trois sites pilotes. Il existe une plateforme en Seine-Maritime, ainsi que dans chaque département d'Île-de-France hors Val-de-Marne (Essonne, Hauts-de-Seine, Paris, Seine-et-Marne, Seine-Saint-Denis, Val-d'Oise, Yvelines). On compte de plus Ecoreso Autonomie Gironde portée par le GIHP Aquitaine sur le territoire de la Gironde et constituée en SCIC. Enfin, Ecoreso Autonomie est en cours d'essaimage sur le territoire de Lot-et-Garonne. L'association de préfiguration pour Lot-et-Garonne a été créée en décembre 2019, et le démarrage est prévu mi-2020. En outre, Ecoreso Autonomie a été sollicitée dans plusieurs départements pour réaliser des études de faisabilité (Haute-Vienne, Hérault).

L'équipe d'Ecoreso Autonomie considère que six mois sont nécessaires dans un département pour connaître l'écosystème local et mener une stratégie de communication sur sa proposition de valeur. Le financement de ces six mois est assuré par des subventions.

Dans les premiers départements, Ecoreso Autonomie a accumulé du retard lors de sa montée en charge, lié en grande partie à la qualité du matériel qu'elle collectait pour le réemploi : celui-ci était souvent de mauvaise qualité (fauteuils roulants notamment), et certaines aides techniques ne pouvaient pas être remises sur le marché en raison de l'évolution des normes (lits médicalisés notamment en raison de l'évolution des normes sur les barrières de lits). Ecoreso Autonomie a donc revu à la hausse son niveau d'investissement pour l'achat de matériel neuf.

### 5.2. Adaptation des locaux aux fonctions du dispositif

Les locaux des structures possédant une unité de réemploi des aides techniques sont adaptés à la conduite des activités liées, notamment le stockage, la rénovation et l'hygiénisation des aides dans des espaces séparés. La mise en place de prestations ergothérapeutiques ne nécessite en revanche pas de locaux, les interventions sont entièrement réalisées au domicile du bénéficiaire.

À titre d'exemple, la structure de Saint-Lô (Manche) dispose de locaux de 900 m<sup>2</sup>, celle de Caen (Calvados) de locaux de 400 m<sup>2</sup> et celle de Rungis (Val-de-Marne) de locaux de 800 m<sup>2</sup>. Ces trois sites font par ailleurs de la collecte et de la rénovation d'aides techniques. À terme, il pourrait y avoir des possibilités de mutualisation entre les structures.

### 5.3. Formalisation des activités et modalités de mise à disposition des aides techniques

Ecoreso Autonomie a formalisé ses différentes modalités de mise à disposition des aides techniques par l'élaboration de conditions générales de vente et de conditions générales de location et de prêt. Tous les modes de mise à disposition font l'objet d'un contrat (« contrat de mise à disposition de temps d'usage »<sup>8</sup>). Les prix des différents modes de mise à disposition sont également formalisés. En revanche, les cas et les situations auxquels s'applique chaque type de mise à disposition ne sont pas formalisés et sont proposés au cas par cas au bénéficiaire.

Il est à noter que les prestations ergothérapiques ne font pas l'objet d'une facturation pour l'utilisateur, mais dans la Manche et le Calvados, elles peuvent être facturées à la MDPH ou à la CARSAT, lorsque les évaluations sont faites à leur demande. De manière générale néanmoins, le coût des prestations ergothérapiques est réparti dans le prix des aides techniques vendues ou louées lorsqu'une transaction aboutit.

Au moment de l'évaluation en mai 2019, Ecoreso Autonomie travaille à la mise en place d'un logiciel qui permettra de suivre non seulement le nombre de dossiers de demandes entrantes, mais également le coût de la collecte et de la rénovation de façon précise. Cela permettra à la structure de mieux estimer s'il est économiquement pertinent pour elle de rénover une aide en fonction du coût qu'elle engendre. L'estimation initiale du coût de la rénovation est réalisée par les techniciens de rénovation.

De plus, le logiciel permettra à chaque structure départementale d'avoir accès au stock d'aides techniques des autres sites d'Ecoreso.

### 5.4. Conseil et accompagnement du bénéficiaire et de l'aidant dans le cadre du dispositif

Le dispositif d'Ecoreso Autonomie propose un accompagnement complet du bénéficiaire et de ses aidants, de l'évaluation des besoins en aides techniques au suivi de l'utilisation de l'aide technique. Des réajustements de préconisations peuvent également intervenir au cours de l'accompagnement.

---

<sup>8</sup> Formulation utilisée par les porteurs de projet.

## Analyse de l'effectivité du dispositif

Le dispositif d'Ecoreso Autonomie présente un niveau de formalisation important en comparaison d'autres dispositifs évalués, notamment concernant la constitution des prix. Ce niveau de formalisation constitue une force d'Ecoreso Autonomie dans le cadre de l'essaimage ainsi que pour l'estimation du rapport coûts-bénéfices de la rénovation d'une aide technique de seconde main.

La seconde force du dispositif sur le volet effectivité est le caractère non payant des interventions ergothérapiques. Ce dernier point est très attractif pour les bénéficiaires.

La principale faiblesse identifiée en matière d'effectivité est le retard dans le lancement de l'activité de la première structure en Normandie en raison de la mauvaise qualité des aides techniques collectées. L'état des aides techniques collectées par Ecoreso a nécessité un achat plus important d'aides techniques neuves et donc des frais non anticipés par la structure. Cela a également conduit le dispositif à réorienter son modèle (voir la partie Analyse de l'efficacité du dispositif). Le fait que le modèle ne soit pas encore abouti plusieurs années après son lancement est une menace aujourd'hui identifiée.

Cela n'a cependant pas empêché l'essaimage du dispositif alors que les premiers départements sont encore dans une phase de montée en charge.

Le logiciel de gestion, actuellement en développement, permettra de disposer d'un accès centralisé à l'intégralité des stocks des structures d'Ecoreso Autonomie, ce qui rendra possible une amélioration de la qualité de l'offre par la mise à disposition d'aides au plus près des besoins des usagers.

FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITÉS	MENACES
<p>Formalisation importante, notamment des prix.</p> <p>Pas de facturation aux personnes des interventions ergothérapiques.</p>	<p>Retard dans le démarrage de l'activité et retard dans le déploiement.</p> <p>Des faiblesses dans l'étude de besoins et de faisabilité qui n'ont pas permis d'anticiper l'inadéquation du gisement d'aides techniques.</p>	<p>Essaimage en cours.</p> <p>Développement et déploiement d'un logiciel de gestion en propre, notamment pour un accès centralisé aux stocks d'aides techniques.</p>	<p>Un dispositif pas encore stabilisé au moment de l'évaluation.</p> <p>Inclusion du coût des interventions ergothérapiques dans le prix des aides techniques (absence de distinction entre les activités de préconisation et de vente et location).</p>

## 6. Efficacité du dispositif

### 6.1. Rappel des objectifs

L'objectif principal d'Ecoreso Autonomie est l'adéquation des aides techniques aux besoins de la personne.

### 6.2. Analyse des conditions de succès

Le fait qu'Ecoreso Autonomie soit représenté dans plusieurs départements et structuré en réseau est une des conditions du succès pour les porteurs du dispositif, car cela lui permettra de bénéficier d'un parc d'aides techniques en essai conséquent à l'échelle nationale et de répondre ainsi rapidement à des besoins spécialisés. L'accès au stock des différents sites n'est cependant pas encore opérationnel en l'absence d'une base de données de toutes les aides techniques disponibles.

Au moment de son démarrage, Ecoreso Autonomie a identifié des critères de réussite quantitatifs de son dispositif qu'elle n'est pas aujourd'hui en mesure d'évaluer :

- ✓ Quantité et valeur marchande des aides techniques renouvelées mises à disposition ;
- ✓ Réduction des restes à charge ;
- ✓ Nombre d'évaluations réalisées par les ergothérapeutes partenaires.

### 6.3. Analyse des indicateurs de succès

Les critères de succès du dispositif identifiés par le porteur sont la satisfaction de l'utilisateur et la réponse apportée à ses besoins. Ecoreso Autonomie explique être très vigilante à ne pas créer un « sous-marché » d'aides techniques d'occasion. Pour autant, la satisfaction des usagers n'est pas mesurée par un questionnaire de satisfaction formalisé. Ecoreso Autonomie indique que les échos qui lui parviennent sont très bons et que les usagers sont très satisfaits de ses services.

Un des indicateurs collectés par Ecoreso Autonomie pouvant attester de son efficacité est le taux de transformation de la préconisation ergothérapique par Ecoreso Autonomie. Il est aujourd'hui de 70 %<sup>9</sup>. L'intervention de l'ergothérapeute d'Ecoreso Autonomie n'impose pas que l'équipement soit fait auprès de la structure. 10 % des personnes ayant reçu une préconisation d'Ecoreso Autonomie s'équipent chez un autre distributeur, et 5 % ne souhaitent pas s'équiper. Les 15 % restants correspondent aux personnes pour lesquelles Ecoreso n'obtient pas de retour une fois l'évaluation réalisée.

#### 6.4. Indicateurs d'activité

Ecoreso Autonomie collecte des indicateurs de chiffre d'affaires sur les trois activités principales des structures pilotes (vente d'aides techniques, location d'aides techniques et prestations de services ergothérapiques) :

- ✓ Chiffre d'affaires total des trois structures pilotes d'Ecoreso Autonomie en 2018 (Manche, Calvados, Val-de-Marne) : 179 003 euros :
  - dont chiffre d'affaires issu de la vente d'aides techniques : 120 619 euros, soit 67,4 % du chiffre d'affaires total,
  - dont chiffre d'affaires issu de la location d'aides techniques : 24 097 euros, soit 13,5 % du chiffre d'affaires total,
  - dont chiffre d'affaires issu de la prestation de service (services d'ergothérapie) : 34 286 euros, soit 19,2 % du chiffre d'affaires total ;
- ✓ Chiffre d'affaires total des trois structures pilotes d'Ecoreso Autonomie au 30 novembre 2019 (Manche, Calvados, Val-de-Marne) : 458 205 euros :
  - dont chiffre d'affaires issu de la vente d'aides techniques : 291 212 euros, soit 63,6 % du chiffre d'affaires total,
  - dont chiffre d'affaires issu de la location d'aides techniques : 98 869 euros, soit 21,6 % du chiffre d'affaires total,
  - dont chiffre d'affaires issu de la prestation de service (services d'ergothérapie) : 68 124 euros, soit 14,9 % du chiffre d'affaires total ;
- ✓ Taux de croissance du chiffre d'affaires total des trois structures pilotes entre 2018 et 2019 : +159 %.

---

<sup>9</sup> Note de lecture : 70 % des préconisations ergothérapiques effectuées par Ecoreso Autonomie font l'objet d'un équipement en aide technique auprès d'Ecoreso Autonomie.

## Analyse de l'efficacité du dispositif

En mai 2019, pour remplir l'objectif principal d'Ecoreso Autonomie (amélioration de l'adéquation des aides techniques aux besoins de la personne et du bon usage des aides techniques), une organisation est mise en place. Les préconisations ergothérapeutiques précèdent systématiquement la mise à disposition d'une aide technique, tout comme l'accompagnement à la prise en main à domicile par un ergothérapeute fait partie des services proposés par Ecoreso Autonomie. Les ergothérapeutes réalisant les évaluations et les essais assurent également un suivi auprès des usagers, notamment par la relation avec les services intervenant au domicile (SSIAD et SAAD par exemple). Le suivi de l'utilisation de l'aide technique repose donc essentiellement sur la relation privilégiée que les ergothérapeutes mettent en place avec l'ensemble de l'écosystème. En mai 2019 toujours, des visites systématiques de suivi ne sont pas envisageables d'un point de vue économique sans financement public selon les porteurs d'Ecoreso Autonomie. Cette activité est donc très dépendante de la présence de partenaires et, à ce titre, fragile.

En revanche, l'objectif initial de création d'une économie circulaire des aides techniques ne semble aujourd'hui plus être une priorité pour le dispositif. Le fonctionnement et l'organisation du dispositif ne soutiennent plus ce modèle (90 % des aides techniques mises à disposition sont neuves), et les cofondateurs d'Ecoreso Autonomie considèrent eux-mêmes aujourd'hui l'économie circulaire comme un des moyens pour atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés, mais plus comme un objectif en tant que tel. Le fait qu'un grand nombre d'aides techniques soient vendues neuves en est une des illustrations.

L'objectif de faciliter l'accès financier aux aides techniques est en partie atteint par le dispositif grâce aux prêts gratuits sous conditions de ressources après étude du dossier social et à la possibilité, même si c'est à la marge, d'acquérir des aides techniques de seconde main à la vente, moins chères que les aides techniques neuves. Les prix des aides techniques de seconde main sont fixés en fonction du temps de travail de rénovation et des pièces nécessaires et non en fonction de leur type. Les critères et conditions pour bénéficier d'un prêt pour usage ne sont en revanche pas formalisés au moment de l'évaluation. Une des faiblesses du dispositif est l'absence de recueil d'informations sur la satisfaction des bénéficiaires. Les retours informels sont qualifiés de « très satisfaisants » par les porteurs, sans que cela soit pour autant objectivable pour l'évaluateur.

En revanche, Ecoreso Autonomie mesure le taux de transformation de ses préconisations ergothérapeutiques en équipement dans sa structure. Bien que ce taux soit relativement important (les deux tiers environ), il serait intéressant d'étudier plus largement les raisons conduisant un tiers des bénéficiaires à ne pas s'équiper auprès d'Ecoreso Autonomie, et ce notamment lorsqu'ils choisissent de s'équiper auprès d'un autre distributeur d'aides techniques ou de ne pas s'équiper.

FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITÉS	MENACES
<p>Amélioration supposée de l'adéquation des aides techniques aux besoins des personnes par rapport à des personnes n'ayant pas bénéficié de préconisation ergothérapique.</p> <p>Amélioration supposée du bon usage des aides techniques par rapport à l'usage de personnes n'ayant pas bénéficié de préconisation ergothérapique.</p> <p>Transformation des deux tiers des préconisations ergothérapiques en équipement auprès d'Ecoreso Autonomie.</p>	<p>Absence de questionnaire de satisfaction.</p> <p>Abandon de l'objectif de création d'une économie circulaire des aides techniques.</p> <p>Près d'un tiers des préconisations ergothérapiques d'Ecoreso Autonomie ne sont pas concrétisées auprès de la structure dans un modèle économique répartissant la plupart des coûts des préconisations dans les prix de vente et de location des aides techniques.</p>	<p>Réduction du reste à charge en fonction de la situation sociale des personnes et du mode de mise à disposition (prêt, location ou vente à prix réduits).</p>	<p>Un niveau de recettes des locations et de la vente dont on ne sait pas s'il est suffisant pour assurer le financement des prestations ergothérapiques.</p> <p>Suivi de l'utilisation de l'aide technique à domicile réalisé en partenariat avec les services à domicile, ce qui peut fragiliser cette activité.</p>

## **7. Efficience du dispositif**

### **7.1. Dépenses du dispositif**

La moitié environ des coûts de la structure correspond aux coûts de personnel et au coût des déplacements : salaires (notamment des ergothérapeutes et des techniciens), véhicules, carburant, assurance...). Le reste des coûts correspond à la location des locaux et à l'achat des aides techniques neuves. Pour la deuxième année de fonctionnement, les dépenses par structure pilote sont de l'ordre de 300 000 euros.

### **7.2. Recettes du dispositif**

Au démarrage des structures, les subventions représentent l'intégralité des recettes, mais l'objectif que s'est fixé Ecoreso Autonomie est de pouvoir s'autofinancer après le quatrième exercice des structures. Aujourd'hui encore, l'autofinancement des structures n'est pas atteint, mais il est de 80 % à la fin du second exercice des structures pilotes.

Les recettes envisagées par Ecoreso Autonomie dans le cadre de l'autofinancement sont composées des produits de la location et de la vente d'aides techniques. En 2018, ces recettes se sont élevées à 179 003 euros dans les trois structures pilotes. Les recettes issues des activités liées aux aides techniques neuves (vente d'aides techniques neuves, location d'aides techniques achetées neuves par Ecoreso Autonomie) représentent 90 % des recettes totales, et celles issues des activités liées aux aides techniques de seconde main, 10 %. Il convient de noter que, dans les structures du Calvados et du Val-de-Marne, l'activité de prestation de service génère une partie des recettes (15 % en 2019). Il s'agit d'évaluations demandées par une MDPH, un département ou une CARSAT et d'actions dans le cadre de projets financés par la conférence des financeurs, tels que des ateliers de sensibilisation.

70 % des recettes issues de l'activité proviennent de remboursements de la Sécurité sociale.

À ces recettes issues de l'activité s'ajoutent des subventions à hauteur de 30 000 à 50 000 euros par an selon les structures et les projets mis en œuvre. Il s'agit notamment de subventions provenant de la conférence des financeurs de la perte d'autonomie.

### 7.3. Efficience économique

La question économique centrale d'Ecoreso Autonomie est de trouver un modèle capable de financer les prestations d'ergothérapie, mais permettant également l'accès financier aux aides techniques selon les besoins de la personne.

Ecoreso n'a pas trouvé de modèle économique s'appuyant sur le réemploi d'aides techniques renouvelées. Elle propose toutefois à la marge des aides techniques renouvelées. La fixation des prix des aides techniques de seconde main prend en compte le coût de la collecte, la rénovation de l'aide et la marge de frais fixes de la structure. L'achat d'aides techniques de seconde main auprès d'Ecoreso Autonomie est donc particulièrement intéressant dans le cas d'aides techniques chères lorsqu'elles sont neuves et qui peuvent être proposées beaucoup moins chères de seconde main.

Le modèle économique repose aujourd'hui sur les recettes de la location qui financent le reste des activités, ainsi qu'en partie sur les recettes de la vente.

Le gisement d'efficience principal identifié par Ecoreso Autonomie concerne la montée en charge de l'activité. Au démarrage de l'activité, il est plus efficient de proposer d'abord les services d'ergothérapie et de s'appuyer sur des partenaires externes pour la mise à disposition du matériel ou sur les structures pilotes. Dans ce cas, le coût de la prestation d'ergothérapie est assuré par les sites pilotes. Ensuite, lorsque l'activité devient significative, la structure peut investir dans des locaux, indispensables à la conduite des activités de rénovation des aides techniques. En effet, au démarrage de l'activité de rénovation des aides techniques, les coûts fixes sont très importants (masse salariale, locaux) et sont d'autant plus difficiles à équilibrer que les marges fixées par le dispositif sur ces prix ne sont pas élevées.

Le changement d'échelle du dispositif (passage d'une structure à l'échelle départementale à un réseau national de plusieurs structures départementales) devrait permettre aux structures démarrant dans de nouveaux départements de gagner du temps dans le déploiement et de mutualiser un certain nombre de ressources : achats, communication, informatique... Néanmoins, le travail partenarial et de communication doit être mené en intégralité sur chaque territoire.

## **Analyse de l'efficience du dispositif**

Après plusieurs tâtonnements, Ecoreso Autonomie a formalisé son modèle économique. Les recettes issues des prestations remboursées par la Sécurité sociale (location et vente de matériel neuf) permettent de financer le reste des activités (interventions ergothérapeutiques et réduction du reste à charge). Ces recettes versées par la Sécurité sociale s'élèvent à 70 % environ au moment de l'évaluation. Néanmoins, aucune donnée ne nous permet aujourd'hui d'affirmer que le modèle économique soit viable ni que les recettes de la vente et de la location d'aides techniques permettent de financer à un niveau suffisant les coûts des interventions ergothérapeutiques.

Les choix faits pour le modèle économique ont éloigné le dispositif de l'objectif de réemploi des aides techniques. En effet, le réemploi des aides techniques est une activité générant des coûts structurels et fixes importants qu'Ecoreso peut difficilement absorber en l'absence d'ancrage et d'infrastructures préexistantes travaillant déjà dans la collecte et le réemploi. La stratégie d'Ecoreso Autonomie consiste donc aujourd'hui à mettre en place les prestations ergothérapeutiques dans un premier temps et, dans un second temps, les activités de réemploi. La création de la structure Ecoreso Autonomie nationale et la mise en place d'un fonctionnement en réseau représentent une opportunité de réaliser des économies d'échelle.

Plusieurs menaces pèsent encore sur le dispositif. Si le modèle économique a été défini et formalisé, la structure ne s'autofinance pas encore, même si l'autofinancement a atteint un niveau de 80 % à la fin du second exercice des structures pilotes.

De plus, les services d'ergothérapie étant proposés sans facturation, un risque important pèse sur cette activité lorsque les préconisations ne sont pas « transformées », c'est-à-dire suivies d'une acquisition de l'aide technique auprès d'Ecoreso Autonomie. Le risque pourrait aussi basculer sur le prix des aides techniques par une augmentation de leur prix.

FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITÉS	MENACES
Évolution du modèle économique pour s'appuyer sur des sources de recettes plus stables et demandant moins d'investissements de départ : les recettes issues des prestations remboursées (vente de matériel neuf et location par la Sécurité sociale).	<p>Équilibre économique non encore atteint (les salaires sont payés grâce à des subventions).</p> <p>Coût important des activités liées au réemploi des aides techniques.</p> <p>Choix d'un modèle économique entraînant un net recul de l'objectif d'économie circulaire des aides techniques.</p>	<p>Constitution d'un réseau pour réaliser des économies d'échelle.</p> <p>Montée en charge progressive avec les préconisations ergothérapiques dans un premier temps en raison des difficultés à supporter les coûts de structure nécessaires pour le réemploi des aides techniques.</p>	<p>Possible augmentation de la part des préconisations ergothérapiques non transformées en équipement chez Ecoreso Autonomie.</p> <p>Incertitudes concernant le modèle économique et sa capacité à financer les prestations ergothérapiques.</p> <p>Part de marché importante sur la location et la vente de matériel acquis neuf, qui pourrait attirer la méfiance des financeurs sur l'activité de la structure.</p> <p>Absence de péréquation entre les SCIC locales pour qu'une structure puisse en aider une autre financièrement.</p>

## 8. Viabilité/pérennité du dispositif

### 8.1. Leviers de déploiement du dispositif dans le territoire

Le dispositif est, en mai 2019, opérationnel dans trois départements : le Val-de-Marne, le Calvados et la Manche. À ces trois sites sont rattachées fonctionnellement les associations de préfiguration des SCIC qui prennent la forme de plateformes d'ergothérapeutes réalisant des évaluations et s'appuyant sur les sites pilotes pour les aspects techniques et logistiques. Il existe une plateforme en Seine-Maritime, ainsi que dans chaque département d'Île-de-France hors Val-de-Marne (Essonne, Hauts-de-Seine, Paris, Seine-et-Marne, Seine-Saint-Denis, Val-d'Oise, Yvelines). On compte de plus Ecoreso Autonomie Gironde portée par le GIHP Aquitaine sur le territoire de la Gironde et constituée en SCIC. Enfin, Ecoreso Autonomie est en cours d'essaimage sur le territoire de Lot-et-Garonne.

Si les grands types de recettes sont aujourd'hui définis, la pérennité du dispositif repose sur l'augmentation du volume d'activité afin qu'il puisse fonctionner sans autres aides publiques que celles nécessaires au démarrage.

### 8.2. Leviers de généralisation ou de déploiement du dispositif dans d'autres territoires

Par la création d'une structure nationale Ecoreso Autonomie (processus en cours), le dispositif met en place les conditions de l'essaimage, déjà en cours sur d'autres territoires. La structuration en réseau permet de mettre en commun un certain nombre de ressources et d'optimiser des processus (ex. : achats groupés). Plusieurs outils ont été créés ou sont en cours de création pour faciliter l'essaimage et la mise en commun entre structures :

- ✓ Gestion des procédures de rénovation et traçabilité des aides techniques rénovées ;
- ✓ Gestion comptable et partage des données sur les aides techniques en stock afin de permettre les échanges d'une structure locale à une autre ;
- ✓ Travail sur les outils afin d'harmoniser les pratiques d'évaluation ergothérapeutiques au sein du réseau ;
- ✓ Définition des outils de suivi afin d'organiser une remontée en continu des données relatives à l'utilisation, à la performance et à la fiabilité des aides techniques.

### Analyse de la viabilité et de la pérennité du dispositif

Le réseau national d'Ecoreso Autonomie qui est en train de se constituer apparaît comme un levier pour pérenniser le dispositif grâce au retour d'expériences qu'il permet d'organiser. Le lancement de nouvelles structures semble facilité dans le cadre d'un réseau, notamment avec la possibilité de disposer d'une boîte à outils (en cours de création). Les délais pour la réalisation de la phase de faisabilité et le lancement opérationnel de la structure devraient également être raccourcis.

Le levier principal de pérennisation du dispositif identifié aujourd'hui est l'augmentation du niveau d'activité qui permettrait d'augmenter les recettes propres d'Ecoreso Autonomie. Ce niveau d'activité futur est néanmoins incertain.

FORCES	FAIBLESSES	OPPORTUNITÉS	MENACES
Réseau national Ecoreso Autonomie.	La preuve de faisabilité n'est pas encore faite, aucune structure n'étant à l'équilibre à l'heure actuelle.	Constitution d'une boîte à outils de déploiement d'une structure locale.	Incertitude sur le volume d'activité futur d'Ecoreso Autonomie.

## 9. Impact du dispositif

### 9.1. Collecte des informations qualitatives et quantitatives sur l'impact de l'action

Des études d'impact sont envisagées par Ecoreso Autonomie, notamment à l'échelle nationale. D'après les porteurs, le logiciel en cours de développement par la structure a pour ambition de collecter des indicateurs d'impact du dispositif, tels que le taux de réhospitalisation et l'amélioration de l'état de santé des personnes accompagnées par Ecoreso Autonomie, sans pour autant préciser à ce stade les sources des données qui seraient utilisées.

De manière générale, Ecoreso Autonomie entrevoit des impacts de son dispositif à plusieurs niveaux : économique, environnemental et sociétal.

Sur le plan économique, le dispositif d'Ecoreso Autonomie entend participer à la maîtrise des coûts liés à la perte d'autonomie en réintroduisant dans le circuit de distribution des aides techniques de seconde main. Pour autant, cet impact semble aujourd'hui limité, l'objectif de création d'une économie circulaire des aides techniques étant devenu très secondaire pour Ecoreso Autonomie.

Sur le plan environnemental, le dispositif Ecoreso Autonomie envisage une réduction de l'accumulation des aides techniques dans les déchetteries par la rénovation et le réemploi et par la pratique du recyclage de ces aides (prélèvement de pièces détachées par exemple). Cet objectif et l'impact lié sont en recul par rapport au projet initial.

Sur le plan sociétal, l'autonomie favorisée des bénéficiaires a pour impact envisagé :

- ✓ Une amélioration de la qualité de vie et de la santé ;
- ✓ Une prévention de l'aggravation de l'état de l'usager et la sécurisation des retours d'hospitalisation ;
- ✓ Une rupture de l'isolement et le maintien de la vie sociale ;
- ✓ Une prévention de la dépendance et une diminution du recours aux services à domicile pour des activités de la vie quotidienne ;
- ✓ Un maintien du lien social et de l'activité physique ;
- ✓ Une aide aux aidants familiaux et professionnels.

Toutefois, aucune initiative n'est mise en place au sein d'Ecoreso d'initiatives au moment de l'évaluation pour mesurer ces impacts.

Ecoreso Autonomie anticipe également des impacts sur les collectivités :

- ✓ Renforcement du lien entre les acteurs de l'économie sociale et solidaire et les acteurs de la collectivité ;
- ✓ Création d'emplois non délocalisables.

Pour ces deux derniers points, il convient de rappeler que l'objectif d'économie circulaire n'est plus prioritaire pour Ecoreso Autonomie.

## 9.2. Bonnes pratiques et accès aux aides techniques

Bien qu'aucun indicateur quantitatif ne permette encore de le mesurer, Ecoreso Autonomie envisage une amélioration de l'accès aux aides techniques grâce à son dispositif et aux préconisations ergothérapiques et grâce à la flexibilité de ses modalités de mise à disposition en fonction des besoins de la personne.

De plus, le dispositif contribue à améliorer la connaissance sur les aides techniques à l'autonomie et au maintien à domicile qui sont disponibles sur le marché.

## 9.3. Réputation du dispositif

Le dispositif commence à être bien connu dans les départements où il est implanté grâce à son réseau de partenaires, d'établissements et de structures.

### Analyse de l'impact du dispositif

De nombreux impacts, notamment sur la santé des bénéficiaires, sont anticipés par Ecoreso Autonomie grâce à son dispositif, mais ils ne sont pas objectivés actuellement. Ce travail serait à réaliser au fil de la montée en charge et du déploiement territorial du dispositif.

En effet, en l'absence de collecte d'indicateurs et au vu de la faible ancienneté du dispositif, ces impacts sont difficilement mesurables.

## 10. Conclusion

### 10.1. Principales forces du modèle

- ✓ Une proposition de valeur différenciante : les services d'ergothérapie sans facturation spécifiques aux usagers ;
- ✓ Des partenariats de fonctionnement construits au cas par cas selon l'existant sur les territoires ;
- ✓ Essaimage en cours dans plusieurs départements avec processus formalisés à cette fin.

### 10.2. Principales faiblesses du modèle

- ✓ Les services d'ergothérapie sont financés par la location et la vente des aides techniques préconisées ;
- ✓ Peu d'indicateurs d'évaluation communiqués ;
- ✓ Faible lisibilité des différents modes de mise à disposition des aides techniques ;
- ✓ Abandon progressif du volet économie circulaire dans le fonctionnement du dispositif ;
- ✓ Autofinancement pas encore atteint.

### 10.3. Principaux leviers d'amélioration

- ✓ Augmentation du niveau d'activité ;
- ✓ Mise en place d'un logiciel de gestion adapté permettant à terme une objectivisation de la performance du modèle et une gestion optimisée des stocks mutualisés.

### 10.4. Principales bonnes pratiques à retenir

Constitution d'une boîte à outils pour favoriser l'essaimage.